



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

calcul des pensions

Question écrite n° 88387

Texte de la question

M. Alain Joyandet appelle l'attention de Mme la ministre de la défense sur la situation des sous-officiers qui ont été nommés lieutenants avant de quitter les armées. Rendus à la vie civile avant 1976, leur pension de retraite est depuis inférieure à celle qu'ils auraient perçue s'ils n'avaient pas été promus. Le service des pensions du ministère devait, dès l'entrée en vigueur de la loi le 1er juillet 2005, réviser les pensions automatiquement sans intervention des intéressés. À ce jour, aucune révision n'est intervenue. Aussi, il le remercie de bien vouloir lui préciser si elle entend mettre en oeuvre cette mesure d'application dans les meilleurs délais afin de répondre aux attentes des retraités militaires concernés.

Texte de la réponse

L'article 96 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 portant statut général des militaires prévoit que « les pensions des lieutenants admis à la retraite avant le 1er janvier 1976 peuvent être révisées sur la base des émoluments du grade de major en tenant compte de l'ancienneté de service détenue par les intéressés à la date de la radiation des cadres ». La révision de la pension des intéressés et de celle de leurs ayants-cause aurait dû prendre effet à compter du 1er juillet 2005, date d'entrée en vigueur de la loi du 24 mars 2005 précitée. Conscient des désagréments occasionnés à ces personnes par le retard pris dans la mise en oeuvre de cette mesure, le ministère de la défense a sensibilisé le service des pensions du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'urgence qui s'attachait au traitement de ce dossier. À ce titre, les pensions des lieutenants retraités devraient être révisées dans le courant du premier semestre 2006, avec effet au 1er juillet 2005. En tout état de cause, les services du ministère de la défense continuent de porter la plus grande attention à l'évolution de ce dossier.

Données clés

Auteur : [M. Alain Joyandet](#)

Circonscription : Haute-Saône (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 88387

Rubrique : Retraites : fonctionnaires civils et militaires

Ministère interrogé : défense

Ministère attributaire : défense

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 mars 2006, page 2653

Réponse publiée le : 25 avril 2006, page 4443